

Apprendre à compter ce qui compte

Entretien avec Dominique Méda*

Un nouveau modèle de développement exige avant toute chose un débat de société, un échange sur ce qui compte vraiment pour les citoyens et de nouveaux indicateurs. Où en sommes-nous ? Quelles sont les avancées et les déceptions des travaux menés l'an dernier par la Commission Stiglitz ?

Dans votre livre sur la richesse, vous dénonciez dans le PIB une mesure « sans doute archaïque » de la richesse, tout en notant que dans les années 1980-2000, la crise économique et le problème de l'emploi nous avaient en quelque sorte condamnés à penser en termes de croissance et de PIB. La crise ouverte en 2007 aura-t-elle le même effet ?

J'ai cru un moment que la crise allait nous permettre enfin de mettre cette question et cette ambition à l'agenda. Que nous allions enfin changer nos principaux indicateurs qui sont en même temps nos guides pour l'action et nos critères d'évaluation des politiques menées. L'introduction du rapport de la Commission Stiglitz, Sen, Fitoussi le laisse aussi penser, lorsque Stiglitz reconnaît pleinement les limites du PIB, dit que nous avons été comme aveugles avec cet instrument de mesure et qu'il n'a pas été capable de jouer le rôle d'alerte.

Et puis j'ai l'impression que tout cela est retombé, que la porte s'est refermée. Malgré le discours de Nicolas Sarkozy à l'occasion de la remise du rapport de la Commission (où il a été à nouveau question, comme lors de la conférence qui avait lancé l'idée d'une Commission, de « projet de civilisation » et de changements majeurs), il ne s'est rien passé ; la conférence du 14 septembre a été en réalité un moment assez confus où tout le potentiel radical du rapport a été peu à peu effacé (je pense à l'intervention d'Olivier Blanchard rappelant que de toutes façons, PIB et bonheur sont corrélés), le rapport de la Commission n'a été suivi pour l'instant d'aucun effet, d'aucune grande mesure. Donc c'est encore raté, alors que l'occasion était magnifique et qu'on était allé chercher tout ce que la Terre compte de Prix Nobel...

En même temps, est-ce que cela ne met pas en évidence la nature fondamentalement rhétorique, purement communicationnelle du projet ? Dans l'article que j'avais écrit dans *Le Monde* le 22 avril pour parler de cette Commission, j'avais rappelé que si la Commission accouchait d'une recette miracle cela ne servirait à rien. On n'a pas pris conscience du fait qu'un nouveau modèle de développement exige avant toute chose un débat de société, un échange sur ce qui compte vraiment pour les citoyens et de nouveaux indicateurs.

Divers travaux ont tenté de corriger le PIB pour le rapprocher d'un indicateur de bien-être, en retranchant les dépenses qui correspondent à des réparations de dommages infligés par la croissance et en y ajoutant les services rendus par les équipements collectifs, les biens domestiques, les loisirs, le travail domestique. Mais on reste dans un imaginaire de la mesure. Celui-ci vous semble-t-il dépassable ?

La vraie question est de savoir si on doit compter ce qui compte. Le grand risque, lorsque l'on ne compte pas, c'est que l'on oublie ce qui compte, qu'on lui fasse subir des dégradations ou que les éléments constitutifs disparaissent. Le temps pour les proches, les activités bénévoles, le loisir, le temps de l'engagement comptent aujourd'hui pour zéro.

Souvenez-vous qu'au moment de la RTT, on ne parvenait même pas à faire comprendre pourquoi c'était bon pour la société de réduire le temps consacré au travail si les temps non marchands

* Directrice de département au Centre d'études de l'emploi, Dominique Méda est l'auteur de nombreux ouvrages et notamment *Qu'est-ce que la richesse ?* (Aubier, 1999), dont une édition profondément refondue a été publiée sous le titre *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse* (Champs Flammarion, 2008).

étaient augmentés. Le problème, c'est que cela ne se comptait pas, donc on ne voyait rien. Donc oui, je pense que si on veut conserver, protéger, faire croître les choses qui compte, pour nous individus et pour nous société, il faut que l'on en ait une sorte d'inventaire, il faut que ces choses soient en quelque sorte citées quelque part, enregistrées, recensées pour que l'on puisse suivre leur augmentation, leur diminution, la variation de leur qualité.

C'est pour cela qu'il me semble que l'on doit en effet renverser radicalement la perspective et cesser de vivre les yeux braqués sur les variations du PIB (qui ne nous dit rien des inégalités de consommation, des temps et des activités essentielles au bien être individuel et social ni de la manière dont notre patrimoine, naturel et social, est abîmé à l'occasion de la production). Il nous faut un autre indicateur, à côté du PIB, aussi puissant que le PIB, qui nous dise comment évolue le patrimoine auquel nous tenons, toutes les choses qui comptent pour nous et qui comptent pour la survie de la société.

L'activité des associations pose un problème de représentation : on peut améliorer leur visibilité économique, en mettant en évidence leur capacité à créer de la valeur, des emplois, à fournir des services, ou encore leur fonction d'innovation. Y a-t-il à vos yeux des risques pour le monde associatif à s'engager dans cette stratégie ?

Il en va de l'activité des associations comme des activités bénévoles ou du travail domestique ou du loisir : est-ce qu'il faut valoriser monétairement ou pas ? L'économiste Nancy Folbre, par exemple, est pour l'intégration dans le PIB du loisir et du travail domestique. Lorsque j'ai dit qu'il fallait compter ce qui compte ou valoriser, je n'ai pas dit qu'il fallait monétariser. Il faut trouver un moyen de reconnaître et de compter sans nécessairement monétariser.